

"La Suisse cherche une position vis-à-vis de la Communauté" dans Le Monde (28 septembre 1989)

Légende: Le 28 septembre 1989, le quotidien français Le Monde analyse la politique européenne de la Confédération helvétique et évoque l'évolution des mentalités chez les Suisses à l'égard des Communautés européennes.

Source: Le Monde. 28.09.1989. Paris: Le Monde.

Copyright: (c) Le Monde

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"la_suisse_cherche_une_position_vis_a_vis_de_la_communaute"_dans_le_monde_28_septembre_1989-fr-b85c1b08-c599-4771-8102-b53942c1810e.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Face aux risques de marginalisation - La Suisse cherche une position vis-à-vis de la Communauté

L'Europe pose problème à la Suisse à mesure que se rapproche l'échéance du grand marché unique de 1993. La Confédération a beau évoquer sa neutralité et son particularisme pour se tenir volontairement en marge de la Communauté, elle ne peut plus se permettre d'ignorer la dynamique engagée chez ses principaux voisins et partenaires.

Signe d'une inquiétude latente, les relations avec l'Europe sont en passe de devenir un thème récurrent dans l'actualité helvétique. Comme un leitmotiv, il revient régulièrement dans les discours des responsables politiques et économiques. Même lointaine, l'éventualité d'une adhésion de Berne à la Communauté n'est plus un sujet tabou, et le débat divise autant le gouvernement et les partis que la population.

A en juger par de récents sondages et discussions parlementaires, trois tendances, de force plus ou moins égale, se dessinent aujourd'hui dans le pays. Entre partisans résolus et adversaires déclarés de l'adhésion, les adeptes d'une troisième voie se rallient à la politique des petits pas en direction de Bruxelles, amorcée par M. Jean-Pascal Delamuraz, président de la Confédération et chef du département de l'économie publique.

Ayant manqué le coche de l'intégration, la Suisse restera, d'une manière ou d'une autre, à la traine. A partir de ce constat, le gouvernement estime qu'il importe avant tout de limiter les dégâts. Avec son pragmatisme habituel, il entreprend déjà d'accorder la législation helvétique à l'ordre juridique de la CEE et de se conformer au principe de la réciprocité. Nouveau pas en ce sens, il annonçait, le 18 septembre, la création d'un comité interministériel chargé de suivre l'évolution de l'intégration. " La Suisse doit être en mesure d'adhérer à tout moment pour éviter de se trouver dans l'obligation de le faire " : ainsi pourrait se résumer la position actuelle de Berne, selon M. Franz Blankart, secrétaire d'Etat et directeur de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures. En d'autres termes, la Confédération a intérêt à " être compétitive et compatible avec l'Europe ".

Artisan des quelque cent trente accords bilatéraux signés en une vingtaine d'années avec Bruxelles, M. Blankart ne désespère pas de jeter de nouvelles passerelles pour mieux amarrer son pays à l'Europe des Douze. Il s'y sent encouragé par l'accord paraphé fin juillet avec la CEE, après dix-sept ans de négociations, sur les assurances, à l'exception de l'assurance-vie.

Rapprochement à petits pas " La politique européenne de la Confédération est sur les rails. C'est un train qui roule lentement mais vingt-quatre heures sur vingt-quatre ", aime à répéter M. Blankart. Il est vrai que la Suisse dispose de certains atouts dans ses pourparlers avec la CEE. Arrivant au deuxième rang après les Etats-Unis pour les investissements, elle est aussi le deuxième client de la Communauté, accusant avec l'ensemble de la zone un déficit commercial de 15 milliards de francs suisses pour 1988. Elle lui fournit aussi un million d'emplois (600 000 en Suisse même et 400 000 à travers les filiales d'entreprises helvétiques établies dans la Communauté).

Berne souhaiterait donc poursuivre son rapprochement avec Bruxelles par l'extension des accords bilatéraux. Il en faudrait cependant des milliers, et M. Jacques Delors a quelque peu tempéré les ardeurs helvétiques en répétant qu'on était dans le club communautaire ou en dehors.

Pour l'heure, les responsables helvétiques tablent sur l'idée d'espace économique européen, forme d'association élargie entre les Douze et les Six (Autriche, Finlande, Islande, Norvège, Suisse et Suède) de l'AELE (Association économique de libre-échange). Berne rechigne cependant à renforcer la cohésion de la petite Europe, quitte à provoquer des grincements avec ses quatre partenaires scandinaves, qui lui reprochent de faire cavalier seul.

Aux réserves institutionnelles s'ajoutent d'autres obstacles. Avec déjà 15 % d'étrangers, la Suisse aurait du mal à se conformer au principe de la libre circulation des personnes.

Elle n'est pas prête non plus à sacrifier une agriculture surprotégée ni à renoncer à sa politique agricole

autonome. Autre pierre d'achoppement : le dossier des transports, la Suisse s'obstinant à s'opposer au transit des camions de plus de 28 tonnes sur son territoire, alors qu'elle propose, en contre-partie, une nouvelle liaison ferroviaire transversale.

En outre, avant de se rallier au programme européen de reconnaissance mutuelle des diplômes, la Suisse devrait d'abord arriver à une meilleure harmonisation chez elle ; il faudrait qu'un brevet d'avocat de Genève soit également valable à Lausanne et que l'équivalence des diplômes entre les cantons soit admise.

Evolution des mentalités

Le gouvernement ne saurait ignorer que la décision finale reviendra au peuple. C'est lui qui se prononcera, par référendum, pour ou contre l'adhésion de la Confédération à la CEE. Or le corps électoral a jusqu'ici systématiquement refusé l'introduction de la TVA, en vigueur chez les Douze, et le Conseil se souvient d'avoir été désavoué naguère, lorsqu'il avait tenté de faire entrer la Suisse aux Nations unies.

Si de farouches résistances subsistent, l'accélération des événements pousse à une évolution des mentalités. Selon un récent sondage, 37,5 % des Suisses se montreraient favorables à l'adhésion dans un proche avenir, la proportion s'élevant à près de 50 % parmi les francophones.

Alors que leur pays se situe au coeur du continent, nombre de Suisses découvrent soudain que l'Europe est en train de se faire sans eux et commencent à craindre de devenir des Européens de seconde catégorie. Il suffit parfois de petits détails pour le leur rappeler. Le fait de suivre la file des non-Européens _ et non celle des ressortissants de la Communauté _ aux douanes des aéroports de la CEE en est un exemple.

Les Suisses voient aussi se multiplier les tracasseries pour s'installer dans la Communauté ou simplement pour y poursuivre leurs études. Menacée également de marginalisation culturelle, la Confédération risque de devenir un " grand Monaco ". Le passeport rouge à croix blanche n'exerce plus le même attrait, surtout parmi les jeunes qui se sentent de plus en plus à l'étroit. Certains d'entre eux s'efforcent par tous les moyens d'obtenir une double nationalité, tandis que les enfants d'immigrés tendent de plus en plus à garder leur passeport d'origine. " Une révolution silencieuse "

Même tardif, ce réveil est aussi perceptible au Parlement, où presque plus personne ne se hasarde à rejeter catégoriquement l'éventualité d'une adhésion. Les organisations patronales plaident aussi en faveur d'une adaptation aux mutations en cours. D'ailleurs, comme les grandes banques, nombre d'entreprises helvétiques ont déjà des filiales dans les pays de la CEE, tandis que d'autres s'appêtent à s'y implanter.

Le dernier carré des anti-Européens se réduit à l'alliance des écologistes et des nationalistes. " L'Europe des Douze nous donne des boutons ", s'exclame M. Laurent Rebeaud, député écologiste de Genève. Les Verts ne veulent pas d'un super-Etat-nation, truffé d'autoroutes et de chemins de fer express. Etant à la pointe de la lutte de la sauvegarde de l'environnement, la Suisse " perdrait son âme en se ralliant à cette Europe du capitalisme sauvage, fondé sur la croissance et la grandeur ".

A l'opposé, d'aucuns ne voient pas d'autre solution qu'une adhésion pure et simple pour éviter les risques de satellisation. L'un des plus fervents partisans de cette thèse est M. Guy Olivier Segond, ancien maire de Genève et député radical au Conseil national. A ses yeux, le processus est irréversible : " Ce n'est pas l'Europe qui dépend de la Suisse, c'est nous qui dépendons de l'Europe. La Suisse est un pays obsédé par la recherche de la sécurité et il semble qu'elle préfère être assurée de perdre que prendre le risque de gagner. A long terme, l'adhésion est inévitable et le maintien de la souveraineté helvétique, illusoire. "

Sans aller aussi loin, le président de la Confédération, M. Delamuraz, admet que son pays n'a guère d'autre choix que de se préparer à l'option de l'adhésion. En fait, pour certains politologues, la politique médiane du gouvernement constitue en soi " une révolution silencieuse " dans un pays qui aurait dû être une préfiguration de l'Europe mais qui est resté pris au piège de ses propres pesanteurs.

BUHRER JEAN CLAUDE

